



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DGCL

Direction générale
des collectivités locales

Compte rendu d'exécution
2020

Dotation de
soutien à
l'investissement
des
départements
(DSID)

2020 : Deuxième année d'existence de la DSID

a) Présentation générale

La dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) a remplacé en 2019 la dotation globale d'équipement (DGE) des départements.

Les modalités de mise en œuvre de la DSID sont précisées dans l'instruction du 14 janvier 2020 relative aux dotations et fonds de soutien à l'investissement en faveur des territoires. Les règles de gestion de la DSID sont alignées sur celles de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la dotation politique de la ville (DPV).

La DSID obéit à deux logiques :

- La première part de la DSID, qui représente 77 % de son montant total, est destinée au financement de projets d'investissement portés par les départements, dans un objectif de cohésion des territoires.
- La deuxième part de la DSID, qui représente 23 % de son montant total, abonde directement la section d'investissement du budget de certains départements en fonction de critères de péréquation. Cette part prolonge les deux anciennes « majorations » de la DGE, qui étaient versées directement aux départements.

Le champ couvert par la DSID, qui doit s'inscrire dans un objectif de « cohésion des territoires », est plus large que celui de la DGE qui concernait des points très spécifiques des dépenses d'équipement des départements ou des subventions accordées par ces derniers. Cette souplesse permet de soutenir la plupart des projets portés par les départements, par exemple les projets de rénovation de collèges, ce qui n'était pas possible avec l'ancienne DGE, et d'apprécier finement les besoins d'investissements des territoires concernés.

b) Crédits ouverts

La loi de finances pour 2020 a ouvert 212 M€ en AE pour la DSID, soit le même niveau que l'ancienne DGE.

c) Modalités de répartition des deux parts

La **part « projets »** de la DSID est allouée sur appel à projets, au sein d'enveloppes régionales déterminées selon des critères de charges, définis au 1° de l'article L. 3334-10 du CGCT.

L'enveloppe est calculée selon les critères suivants :

- à hauteur de 40 %, en fonction de la population des communes situées dans une unité urbaine de moins de 50 000 habitants ou n'appartenant pas à une unité urbaine (la population des communes est celle définie à l'article L. 2334-2 du CGCT et les unités urbaines sont celles qui figurent sur la liste publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques);
- à hauteur de 35 %, en fonction de la longueur de voirie classée dans le domaine public départemental, la longueur de voirie située en zone de montagne étant affectée d'un coefficient multiplicateur de 2 ;
- à hauteur de 25 %, en fonction du nombre d'enfants de 11 à 15 ans domiciliés dans les communes de la région (le nombre d'enfants est celui établi lors du dernier recensement).

Le montant des enveloppes ainsi calculées ne peut être inférieur à 1 500 000 € ni supérieur à 20 000 000 €. Les sommes déléguées sont ensuite réparties entre les départements par les préfets de région, en fonction des projets présentés par les conseils départementaux. Les projets retenus doivent concourir à un objectif de cohésion des territoires. Il revient aux préfets de région de définir, en fonction des spécificités de leur territoire et en association avec les préfets de département, la liste des projets qui feront l'objet d'un soutien.

Répartition de la part « projets » et montants engagés au 31 décembre 2020 :

| Code région | Nom de la région | Montant des AE déléguées (enveloppes de la loi de finance pour 2020 - réserve de précaution) | Montant des AE engagées en 2020 | Différence AE déléguées / exécution | Part de la région dans le total |
|-------------|----------------------------|--|---------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| 1 | GUADELOUPE | 1 429 623 € | 1 429 623 € | 0% | 1% |
| 2 | MARTINIQUE | 1 429 623 € | 1 429 623 € | 0% | 1% |
| 3 | GUYANE | 1 429 623 € | 1 429 623 € | 0% | 1% |
| 4 | LA REUNION | 1 429 623 € | 1 429 623 € | 0% | 1% |
| 6 | MAYOTTE | 1 429 623 € | 1 429 623 € | 0% | 1% |
| 11 | ILE-DE-FRANCE | 10 832 514 € | 10 832 514 € | 0% | 7% |
| 24 | CENTRE-VAL DE LOIRE | 7 825 633 € | 7 825 633 € | 0% | 5% |
| 27 | BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 9 960 371 € | 9 960 371 € | 0% | 6% |
| 28 | NORMANDIE | 9 981 937 € | 9 981 937 € | 0% | 6% |
| 32 | HAUTS-DE-FRANCE | 11 595 331 € | 11 595 330 € | 0% | 7% |
| 44 | GRAND EST | 14 153 613 € | 14 153 613 € | 0% | 9% |
| 52 | PAYS DE LA LOIRE | 9 450 832 € | 9 450 832 € | 0% | 6% |
| 53 | BRETAGNE | 8 725 720 € | 8 725 720 € | 0% | 6% |
| 75 | NOUVELLE-AQUITAINE | 17 783 461 € | 17 783 461 € | 0% | 11% |
| 76 | OCCITANIE | 17 985 701 € | 17 985 701 € | 0% | 12% |
| 84 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 19 061 635 € | 19 061 463 € | 0% | 12% |
| 93 | PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 7 736 430 € | 7 736 185 € | 0% | 5% |
| 94 | CORSE | 1 804 449 € | 1 804 449 € | 0% | 1% |
| 99 | SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON | 1 429 623 € | 1 394 241 € | -2% | 1% |

Au 31 décembre 2020, la quasi-totalité des AE ont été engagées, soit 155,4 M€. Un seul projet a été sélectionné en 2020 à Saint-Pierre-et-Miquelon et le montant alloué à ce projet est inférieur au montant de l'enveloppe totale dont bénéficie la collectivité. En CP, la consommation a été très dynamique puisque 63 M€ de CP ont été consommés, soit 51 M€ de plus qu'en 2019. Les départements se sont bien appropriés la DSID qui a un rythme d'engagement des crédits similaire à la DSIL, voire légèrement plus rapide.

La **part « péréquation »** de la DSID est destinée aux départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements et dont le potentiel fiscal par kilomètre carré est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements.

Par dérogation, les collectivités de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Saint-Barthélemy perçoivent une part égale pour chacune d'elles au produit entre le montant de la dotation et le rapport, majoré de 10 %, entre la population de chacune de ces collectivités et la population nationale.

Après déduction de cette quote-part spécifique, les crédits restants sont répartis entre chaque collectivité éligible en fonction du produit :

- du rapport entre le potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements et son potentiel fiscal par habitant, ce rapport ne pouvant excéder 2 ;
- par le rapport entre le potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements et son potentiel fiscal par kilomètre carré, sans que ce rapport ne puisse excéder 10.

En 2019, année de la réforme du dispositif de soutien à l'investissement des départements, l'attribution d'une collectivité éligible ne pouvait être inférieure à 70 % de la moyenne des fractions attribuées à la collectivité aux cours des attributions perçues en 2016, 2017 et 2018 au titre des majorations « dépenses d'aménagement foncier » et « péréquation » de la DGE. Elle ne pouvait pas non plus excéder le double de la moyenne de ces attributions au cours des trois derniers exercices. Pour 2020, ces règles de liaison avec l'ancienne DGE a disparu.

La répartition des montants engagés entre les départements figure en annexe 1. Au 31 décembre 2020, les crédits ont été engagés en quasi-totalité, à l'exception de trois collectivités qui ont pu engager leurs crédits en 2021 après l'obtention du report de leurs crédits. L'utilisation de la part « péréquation », qui est libre d'emploi, ne peut pas faire l'objet d'analyses.

Les stratégies de répartition infra-régionales

La répartition de la part « projets » de la DSID fait intervenir le préfet de région et les préfets de départements : ceux-ci ont été invités à prendre l'attache des présidents des conseils départementaux pour identifier les projets susceptibles d'être éligibles à la dotation. Du fait de la crise sanitaire, les arbitrages sur la programmation définitive ont été rendus au cours de l'été, voire à l'automne 2020.

Les instructions fournies aux préfets pour 2020 ont permis de renforcer les stratégies de priorisation.

Différentes modalités de gestion ont été adoptées selon les territoires :

Dans la région **Ile-de-France**, le préfet de région a souhaité que la programmation 2020 de la DSID repose sur des critères de répartition tenant compte des capacités d'investissement et du niveau des ressources propres de chacun des départements. Afin de refléter au plus près la situation financière et budgétaire des départements, deux critères ont été retenus et pondérés à parts égales dans le calcul de la DSID : le potentiel financier par habitant de chaque département et la capacité d'autofinancement nette par habitant.

En **Bourgogne-Franche-Comté**, le président de chaque conseil départemental (PCD), sur sollicitation du préfet de département, a élaboré une liste des projets susceptibles d'être subventionnés par la DSID en 2020. Le préfet de département a examiné cette proposition et l'a transmise au préfet de région avec ses observations. La programmation a fait l'objet d'une unique vague, retenue par le préfet de région en juin. Un comité technique régional, animé par le SGAR, avec la participation des services des préfectures de département (?), a analysé les projets et établi une proposition de programmation au regard des priorités régionales, éventuellement avec des variantes. Celle-ci a été présentée pour avis au pré-CAR. Le préfet de région a ensuite arrêté la programmation, qui a été notifiée aux PCD.

Cette région a mis en place trois modalités de sélection des projets. L'objectif était que les citoyens puissent directement voir les effets des politiques publiques.

Les modalités étaient les suivantes :

1. Cibler la DSID sur des projets directement utiles au public. En ce sens les projets "internes" à la collectivité départementale n'ont pas retenus (bureaux et locaux ne recevant pas ou peu de public, achat de voitures, réserves foncières, locaux techniques...);
2. Limiter la dispersion de la DSID et la réserver à des projets importants (montant supérieur à 500 000€ dans la mesure du possible);
3. Renforcer la qualité de l'information en direction des citoyens, par exemple plaque scellée à l'entrée des bâtiments, mention de la DSID dans les publications et le site internet de la collectivité ou information ciblée pour les élèves des collèges ayant bénéficié de la DSID.

Dans la région **Grand-Est**, les modalités de répartition de l'enveloppe ont fait l'objet d'une concertation renforcée avec les préfets de département, sur la base d'une proposition de ventilation par département se basant sur la clé de répartition utilisée pour les contrats de ruralité et des demandes exprimées par les conseils départementaux, instruites par les préfets. Les échanges sur la DSID ont eu lieu dans le cadre du comité de programmation inter-fonds (DSIL, FNADT, DSID) qui a été mis en place en juin 2020.

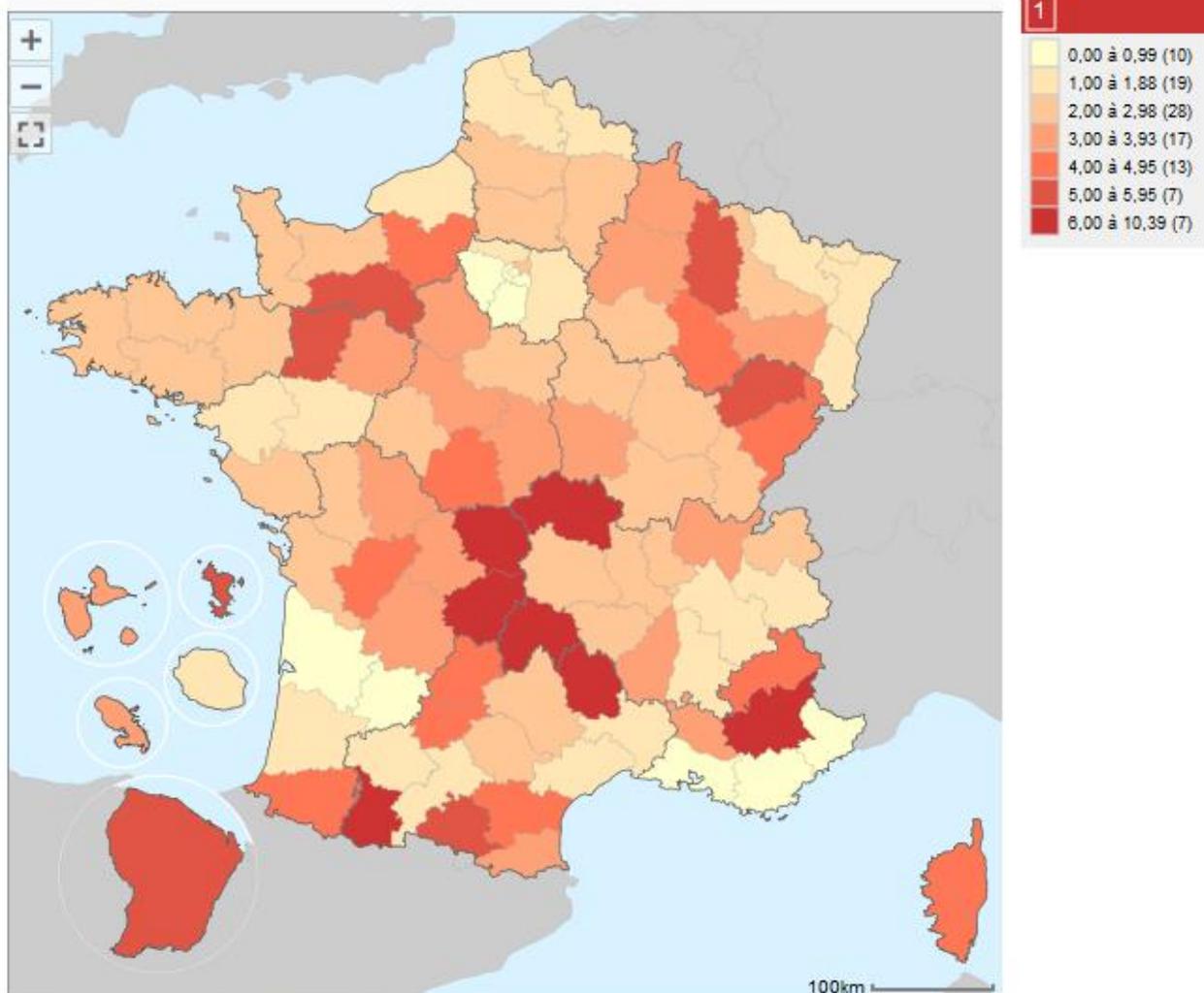
Dans trois régions, pour lesquelles les préfets n'avaient qu'un seul interlocuteur, le choix a été fait de ne financer qu'un seul grand projet pour 1,4 M€ de DSID. À **La Réunion**, la DSID a été mobilisée pour la construction d'un foyer de l'enfance, à Saint-Leu. En **Guyane**, la subvention a permis d'aménager la route départementale (RD2) sur la commune de Rémire-Montjoly. Enfin, à **Saint-Pierre-et-Miquelon**, des travaux d'humanisation du foyer d'accueil de jour et de nuit Georges Gaspard ont été effectués pour les personnes souffrant de handicap.

De manière générale, la cartographie départementale des montants de DSID par habitant attribués en 2020 met en évidence les stratégies de priorisation des préfets de région dans une **logique péréquatrice**, notamment en faveur des départements ruraux ou urbains fragiles :

- En région Nouvelle-Aquitaine, les départements de la Corrèze et de la Creuse ont perçu des attributions supérieures à 9€ par habitant, tandis que la Gironde s'est vu attribuer moins de 1€ par habitant.
- En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes ont perçu des attributions supérieures à 5€ par habitant, tandis que les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes se sont vu attribuer moins de 1€ par habitant.
- En Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis a perçu 31% de l'enveloppe régionale de DSID alors qu'elle ne représente que 13% de la population de la région.

1 DSID 2020 par habitant (en €/hab.)

Source : DGCL

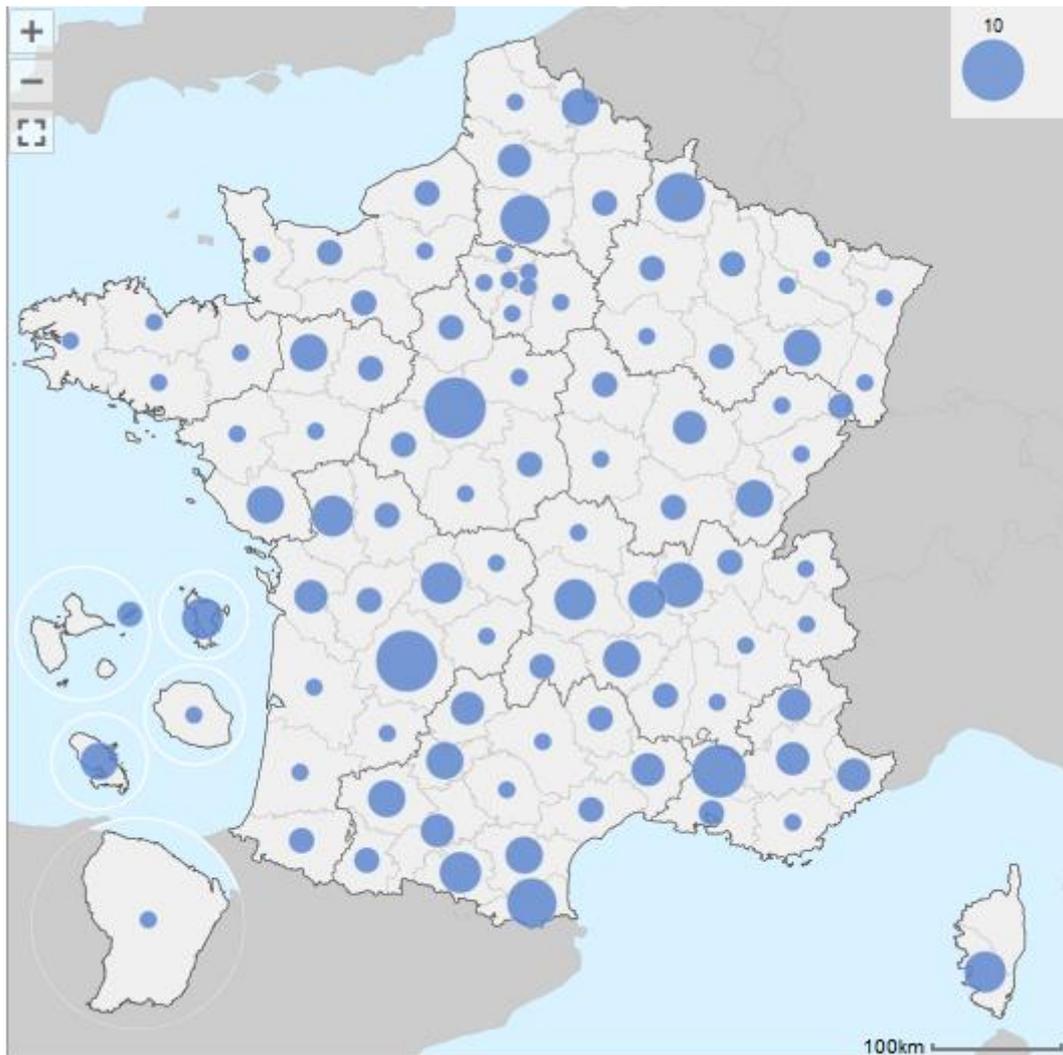


© Observatoire des territoires, ANCT 2021 - IGN Admin Express

Au total, la part « projets » de la DSID a permis de financer **250 projets** en 2020. Si les montants et le nombre de projets sont moins importants qu'en 2019, cela s'explique principalement parce que la DSID 2019 avait été exceptionnellement augmentée de reliquats de l'ancienne DGE.

| | DSID 2019 | DSID 2020 |
|--|---------------|---------------|
| Montant engagé au 31 décembre | 177 351 601 € | 155 439 564 € |
| Nombre de projets financés | 356 | 250 |
| Montant total (HT) des projets financés | 757 496 612 € | 575 839 906 € |
| Coût moyen (HT) des projets financés | 2 127 799 € | 2 303 360 € |
| Effet de levier (pour 1 € de subvention, combien d'€ ont été investis) | 4,27 | 3,70 |
| Montant moyen de subvention allouée | 498 179 € | 621 758 € |
| Taux moyen de subventionnement des projets | 23% | 27% |

La répartition sur le territoire des projets financés est la suivante :

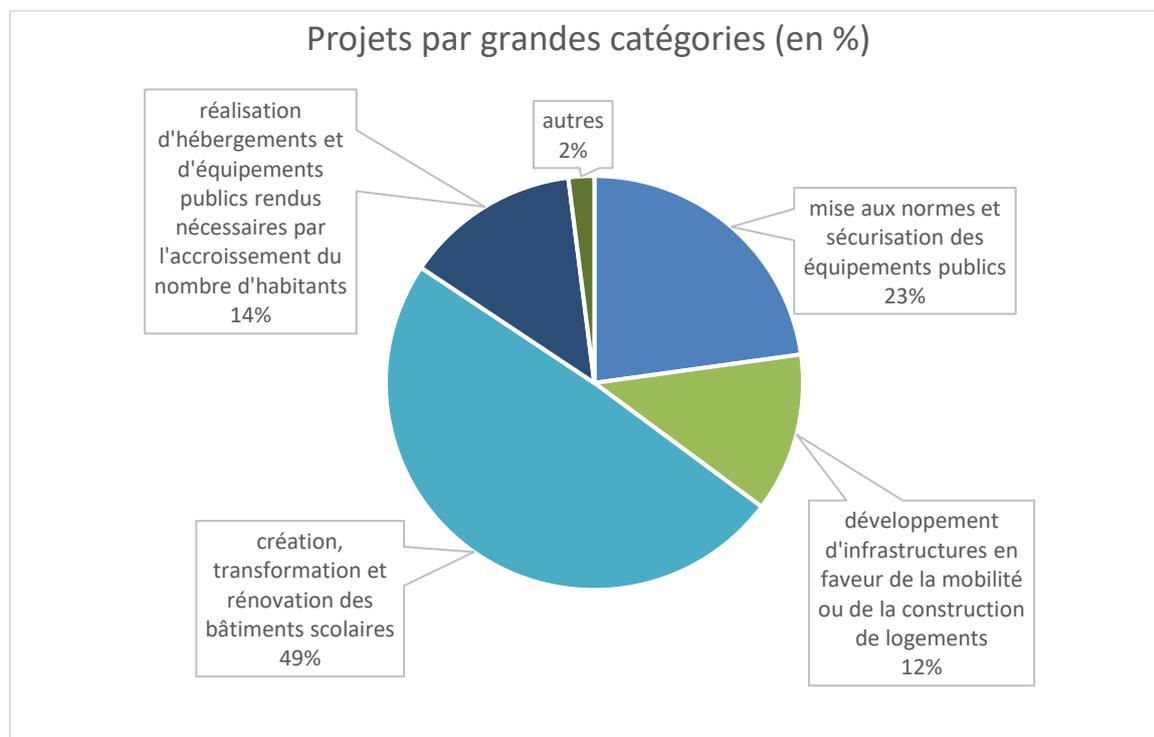


Comme en 2019, la part « projets » de la DSID a financé en moyenne environ 2,5 projets par département. 44 départements n'ont eu qu'un seul projet de financé par la DSID. La Dordogne et le Loir-et-Cher sont les départements avec le plus grand nombre de projets financés (10 projets), suivis du département de Vaucluse (8 projets).

Des projets variés, mais principalement orientés vers les bâtiments scolaires

Les projets retenus s'inscrivent dans la continuité des orientations choisies l'an passé. En effet, les subventions concernent principalement les **bâtiments scolaires**, c'est-à-dire les collèges et les groupes scolaires. Les catégories d'analyse ont été affinées cette année : des sous-thèmes ont été ajoutés afin de mieux refléter la typologie des projets.

Les bâtiments scolaires rassemblent 54 % des montants engagés au titre de la DSID et 49 % des projets (123 projets), contre 60 % du montant total engagé en 2019 (148 projets). Il s'agit surtout des travaux de rénovation, de construction, de mise en accessibilité ou de rénovation thermique des bâtiments. La mise aux normes et la sécurisation des équipements publics représentent 17 % de l'enveloppe et 23 % des projets (57 au total), contre 13 % de l'enveloppe et 22 % des projets l'année précédente. 31 de ces projets en 2020 concernent la sécurisation de routes ou de ponts. La réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants représentaient 15% des montants engagés et 34 projets (14 %).



En complément des grandes catégories citées ci-dessus et contenues dans la circulaire, les préfetures de région ont fixé d'autres priorités pour la sélection des projets. Par exemple, la préfeture de région **Nouvelle-Aquitaine** a retenu plusieurs thématiques : la couverture très haut-débit, la protection de l'enfance, l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services publics ainsi que le soutien aux ruralités et aux centralités. Trois thématiques d'intervention ont été arrêtées pour la région **Ile-de-France** : la protection de l'enfance, l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services publics, particulièrement en matière scolaire et de dépollution des sols.

Par ailleurs, parmi les projets soutenus, 40 concourent directement à la **transition écologique**. Par exemple, parmi les projets concernant les bâtiments scolaires, 23 étaient dédiés à la rénovation thermique à l'image des travaux de réhabilitation du collège Molière à Chennevières-sur-Marne dans le Val-de-Marne (désamiantage, isolation thermique, traitement des extérieurs, remplacement des menuiseries et étanchéité des terrasses et mise en place d'une ventilation à double flux) ou de la réfection des toitures terrasses du collège La Vigière, à Saint-Flour dans le Cantal. Par ailleurs, 15 projets ont permis de créer des voies vertes ou des itinéraires cyclables comme dans les Bouches-du-Rhône avec la création de 22,5 km de voie verte sur l'emprise d'une ancienne voie ferrée reliant Barbentane à Plan d'Orgon dans le cadre de l'itinéraire « Val de Durance ».

41 projets (12 % des projets et 11 % de l'enveloppe DSID) concernent la **sécurisation ou l'extension des routes et ponts**, comme dans l'Ain pour la reconstruction du pont de Fleurville (1,8 M€), en Ardèche avec la mise à deux voies du franchissement du canal du Rhône à Charmes-sur-Rhône (phase 2 pour 0,9 M€) ou encore en Vendée avec la réalisation d'une déviation de Saint-Michel-le-Cloucq (0,3 M€).

24 projets sont dédiés à la **culture et au tourisme**. A l'image de la restructuration intérieure de la berne Est de la Saline Royale d'Arc-et-Senans dans le Doubs, la sécurisation et la réhabilitation du Fort Napoléon en Guadeloupe, l'aménagement des locaux de la bibliothèque départementale Dordogne-Périgord ou encore la relance du chemin de fer de La Mure en Isère.

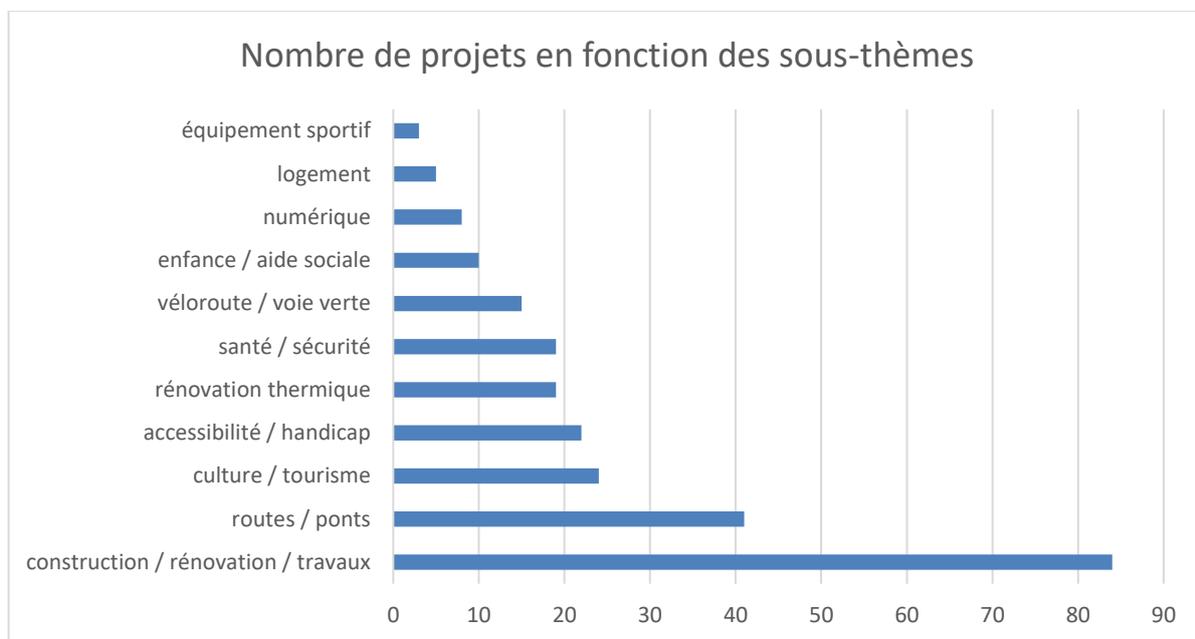
22 projets concernent la **mise en accessibilité des services publics aux personnes handicapées**, qu'il s'agisse de collèges mais aussi de la maison départementale des personnes handicapées de Montauban, dans le Tarn-et-Garonne, ou encore de la maison départementale de la cohésion sociale à Romorantin-Lanthenay dans le Loir-et-Cher.

19 projets pour 10 M€ concernent la **santé ou la sécurité des personnes**, comme la construction d'une plateforme technique mutualisée entre le SDIS et le département à Noyal Chatillon sur Seiche, en Ile-et-Vilaine, la création d'une maison médicale en centre-ville de Maule dans les Yvelines ou encore, en Charente, l'équipement de deux centres de santé (Côteaux du Blanzacais et Aigre) pour le développement d'un service de consultation itinérante via l'acquisition et l'équipement d'un véhicule pouvant accueillir plusieurs professionnels de santé dont des praticiens spécialisés en protection maternelle infantile.

10 projets représentant 6 M€ concernent le **service public de l'enfance et la protection de l'enfance**. Par exemple, dans la Sarthe avec la création d'une unité d'accueil d'urgence du foyer de l'enfance au Mans ou dans le Vaucluse, l'aménagement d'un

accueil protection maternelle et infantile au sein de l'espace départemental des solidarités à Orange.

Plusieurs subventions ont été accordées dans le cadre de **pactes territoriaux** dont trois dans le département du Nord pour la mise en place d'un Bus France Services dans le Cambrésis, l'extension du musée Matisse et le regroupement des collèges Auguste Perrier et Saint-Exupéry à Hautmont.



Exemples de projets :

| Nom de la région | N° et nom du département bénéficiaire | Description du projet | Type de projet | Subvention attribuée dans le cadre d'un contrat de l'ANCT | Coût total du projet (HT) | Montant subvention DSID attribuée (AE 2020) | Taux de subvention DSID / Coût total (%) | Autres financements publics | Taux de subvention total Financement public / Coût total (%) | Date de notification de la subvention |
|----------------------------|--|---|--|---|---------------------------|---|--|-----------------------------|--|---------------------------------------|
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 13 - Bouches-du-Rhône | Création sur 22,5 km d'une voie verte sur l'emprise d'une ancienne voie ferrée reliant Barbentane à Plan d'Orgon dans le cadre de l'itinéraire « Val de Durance » inscrit au schéma régional des véloroutes et voies vertes | c - développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | | 4 035 097,00 € | 968 826,79 € | 24,01% | | 24,01% | 24/09/2020 |
| Bretagne | 22 - Côtes d'Armor | Reconstruction et restructuration partielles du Collège Roger Vercel à Dinan | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 9 371 000,00 € | 1 829 663,00 € | 19,52% | | 19,52% | 09/10/2020 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 25 - Doubs | Restructuration intérieure de la Berne Est de la Saline Royale d'Arc-et-Senans (salle multimodale et salle d'enregistrement) | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | | 9 916 666,00 € | 2 558 530,00 € | 25,80% | | 25,80% | 29/07/2020 |
| Centre - Val de Loire | 36 - Indre | Travaux de mise en accessibilité et économies d'énergie au collège Romain Rolland de Déols | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 1 964 551,40 € | 975 003,00 € | 49,63% | 343 107,55 € | 67,09% | 03/06/2020 |
| Centre - Val de Loire | 37 - Indre-et-Loire | Restructuration et extension de la maison départementale de la solidarité de Saint-Pierre-des-Corps | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | | 3 333 334,00 € | 677 006,70 € | 20,31% | | 20,31% | 11/12/2020 |
| Normandie | 50 - Manche | Création de chaufferies biomasse dans 5 collèges et remise à niveau des chaufferies biomasse de 3 collèges | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 1 980 566,86 € | 1 361 553,00 € | 68,75% | | 68,75% | 28/09/2020 |
| Grand Est | 52 - Haute-Marne | Itinéraire cyclable canal champagne Bourgogne Tranche 1 | c - développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | | 1 850 000,00 € | 510 000,00 € | 27,57% | 807 000,00 € | 71,19% | 16/07/2020 |
| Hauts-de-France | 59 - Nord | Extension du Musée Matisse | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | e - Pactes territoriaux | 7 507 079,00 € | 1 501 415,33 € | 20,00% | | 20,00% | 12/08/2020 |
| Hauts-de-France | 60 - Oise | Construction d'une salle de sport au collège de Neuilly-en-Thelle | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 1 500 000,00 € | 450 000,00 € | 30,00% | | 30,00% | 16/07/2020 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 63 - Puy-de-Dôme | Aménagement d'une piste cyclable - RD n°225 - Commune de Vic-le-Comte | c - développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | | 365 390,00 € | 92 335,00 € | 25,27% | | 25,27% | 12/11/2020 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 74 - Haute-Savoie | Acquisition foncière et travaux pour la réalisation d'un centre d'hébergement multi-accueil à Fillinges | c - développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | | 3 856 500,00 € | 2 597 415,72 € | 67,35% | | 67,35% | 09/12/2020 |
| Occitanie | 82 - Tarn-et-Garonne | Réhabilitation et extension de la maison des personnes handicapées à Montauban | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement | | 1 500 000,00 € | 525 000,00 € | 35,00% | | 35,00% | 24/03/2020 |
| Grand Est | 88 - Vosges | Réaménagement du pôle culturel et de l'espace ULIS du collège de Bruyères | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 250 000,00 € | 125 000,00 € | 50,00% | | 50,00% | 16/07/2020 |
| Île-de-France | 93 - Seine-Saint-Denis | Travaux de restructuration, d'accessibilité et de rénovation thermique de 3 bâtiments (A, C et D) au sein du collège Lenain de Tillemont à Montreuil | e - création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | | 7 267 960,00 € | 3 335 537,00 € | 45,89% | | 45,89% | 02/11/2020 |
| Guyane | 973 - Collectivité territoriale de la Guyane | Aménagement de la route départementale (RD2) entre le giratoire Cabasou et la Ferme Cabassou sur la commune de Rémire-Montjoly | c - développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | | 5 050 000,00 € | 1 429 623,00 € | 28,31% | | 28,31% | 01/10/2020 |
| La Réunion | 974 - Réunion | Construction du foyer de l'enfance à Saint-Leu | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | | 5 896 619,82 € | 1 429 623,00 € | 24,24% | | 24,24% | 30/09/2020 |
| Mayotte | 976 - Mayotte | Aménagement numérique pour l'interconnexion des services administratifs | f - réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | | 1 007 138,22 € | 300 000,00 € | 29,79% | | 29,79% | 16/12/2020 |

Grandes catégories des projets subventionnés:

| Type de projets | Nombre de projets | % | Coût total des projets (HT) | Coût moyen (HT) des projets financés | Montant subvention DSID attribuée (AE 2020) | Taux moyen de subvention | Montant moyen de subvention DSID allouée | Part de la DSID concernée (%) | Nombre de projets participant à la transition écologique |
|--|-------------------|-------------|-----------------------------|--------------------------------------|---|--------------------------|--|-------------------------------|--|
| création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires | 123 | 49% | 338 723 362 € | 2 753 848 € | 83 275 636 € | 25% | 677 038 € | 54% | 23 |
| mise aux normes et sécurisation des équipements publics | 57 | 23% | 93 637 022 € | 1 642 755 € | 26 154 343 € | 28% | 458 848 € | 17% | 1 |
| réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants | 34 | 14% | 78 237 985 € | 2 301 117 € | 22 929 829 € | 29% | 674 407 € | 15% | 1 |
| développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements | 31 | 12% | 57 279 928 € | 1 847 740 € | 18 784 049 € | 33% | 605 937 € | 12% | 13 |
| autres | 5 | 2% | 7 961 609 € | 1 592 322 € | 4 295 707 € | 54% | 859 141 € | 3% | 2 |
| Total | 250 | 100% | 575 839 906 € | 2 303 360 € | 155 439 564 € | 27% | 621 758 € | 100% | 40 |

Des taux de subvention significatifs

Le taux de subvention moyen pour la DSID atteint **27 %**, soit un niveau un peu plus élevé que l'an passé (23,4 %) mais qui reste dans les mêmes ordres de grandeur que pour la DSIL et la DETR.

50 projets sur 250 se sont vu attribuer une subvention supérieure à 1M€, la subvention moyenne étant de 621 758 € par projet.

Dans certains territoires, le taux de subvention est très élevé comme à Saint-Pierre-et-Miquelon (80 % pour 1 projet), en Corse (79 % en moyenne pour 5 projets) ou en Martinique (72 % pour 4 projets).

La région Pays-de-la-Loire a un taux de subvention moyen de 42 % pour 13 projets, Provence-Alpes-Côte d'Azur de 40 % pour 20 projets et la Nouvelle-Aquitaine 39 % pour 34 projets. Quant aux régions Bourgogne-Franche-Comté, Hauts-de-France et Centre-Val-de-Loire, elles comptabilisent en moyenne 17 projets pour un taux de subvention moyen de 26 %. Cinq régions ont un taux de subvention moyen compris entre 20 et 25 %.

La DSID permet donc un apport déterminant au financement des projets concernés, sans toutefois que les taux de financement ne soient excessivement élevés. Les choix des préfets, bien que concentrés sur un petit nombre de projets pour un certain nombre de départements, permettent d'assurer un réel effet de levier. Le taux moyen de subvention n'est par ailleurs pas corrélé au nombre de projets subventionnés.

| Région | Nombre de projets | Coût moyen par projets (HT) | Subvention moyenne DSID | Taux de subvention moyen |
|-------------------------|-------------------|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 31 | 2 134 515 | 614 886 | 29% |
| Bourgogne-Franche-Comté | 16 | 2 227 590 | 622 523 | 28% |
| Bretagne | 4 | 9 624 342 | 2 181 430 | 23% |
| Centre - Val de Loire | 18 | 1 734 263 | 434 757 | 25% |
| Corse | 5 | 457 640 | 360 890 | 79% |
| Grand Est | 22 | 3 461 995 | 643 346 | 19% |
| Guadeloupe | 2 | 1 775 000 | 714 812 | 40% |
| Guyane | 1 | 5 050 000 | 1 429 623 | 28% |
| Hauts-de-France | 17 | 2 636 697 | 682 078 | 26% |
| Île-de-France | 7 | 4 414 592 | 1 547 502 | 35% |
| La Réunion | 1 | 5 896 620 | 1 429 623 | 24% |
| Martinique | 4 | 493 317 | 357 406 | 72% |
| Mayotte | 5 | 1 321 889 | 285 925 | 22% |
| Normandie | 8 | 5 959 061 | 1 247 742 | 21% |
| Nouvelle-Aquitaine | 34 | 1 355 261 | 523 043 | 39% |

| | | | | |
|----------------------------|----|-----------|-----------|-----|
| Occitanie | 41 | 2 190 291 | 438 676 | 20% |
| Pays de la Loire | 13 | 1 736 320 | 726 987 | 42% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 20 | 959 437 | 386 809 | 40% |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 1 | 1 742 801 | 1 394 241 | 80% |

Annexe 1. Montants délégués part péréquation

| N° département | Nom du département | Montant DSID péréquation 2020 (en AE = CP) |
|----------------|-------------------------|--|
| 01 | AIN | 210 052 € |
| 02 | AISNE | 640 859 € |
| 03 | ALLIER | 520 201 € |
| 04 | ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 927 701 € |
| 05 | HAUTES-ALPES | 963 401 € |
| 07 | ARDECHE | 419 963 € |
| 08 | ARDENNES | 579 729 € |
| 09 | ARIEGE | 822 488 € |
| 10 | AUBE | 597 603 € |
| 11 | AUDE | 461 111 € |
| 12 | AVEYRON | 854 839 € |
| 14 | CALVADOS | 297 998 € |
| 15 | CANTAL | 1 312 400 € |
| 16 | CHARENTE | 421 390 € |
| 17 | CHARENTE-MARITIME | 276 139 € |
| 18 | CHER | 757 707 € |
| 19 | CORREZE | 658 543 € |
| 20A | CORSE | 520 709 € |
| 21 | COTE-D'OR | 493 357 € |
| 22 | COTES-D'ARMOR | 354 303 € |
| 23 | CREUSE | 2 058 381 € |
| 24 | DORDOGNE | 773 291 € |
| 25 | DOUBS | 228 029 € |
| 26 | DROME | 210 195 € |
| 27 | EURE | 439 542 € |
| 28 | EURE-ET-LOIR | 462 186 € |
| 29 | FINISTERE | 221 965 € |
| 30 | GARD | 192 182 € |
| 32 | GERS | 1 037 876 € |
| 33 | GIRONDE | 124 125 € |
| 34 | HERAULT | 119 869 € |
| 35 | ILLE-ET-VILAINE | 166 792 € |
| 36 | INDRE | 1 349 926 € |
| 37 | INDRE-ET-LOIRE | 341 750 € |
| 38 | ISERE | 108 054 € |

| | | |
|-----|----------------------|-------------|
| 39 | JURA | 519 574 € |
| 40 | LANDES | 501 118 € |
| 41 | LOIR-ET-CHER | 667 113 € |
| 42 | LOIRE | 158 407 € |
| 43 | HAUTE-LOIRE | 680 425 € |
| 44 | LOIRE-ATLANTIQUE | 115 048 € |
| 45 | LOIRET | 363 502 € |
| 46 | LOT | 900 780 € |
| 47 | LOT-ET-GARONNE | 513 328 € |
| 48 | LOZERE | 3 655 956 € |
| 49 | MAINE-ET-LOIRE | 397 534 € |
| 50 | MANCHE | 346 060 € |
| 51 | MARNE | 615 873 € |
| 52 | HAUTE-MARNE | 1 417 196 € |
| 53 | MAYENNE | 597 709 € |
| 54 | MEURTHE-ET-MOSELLE | 181 557 € |
| 55 | MEUSE | 1 174 516 € |
| 56 | MORBIHAN | 279 901 € |
| 57 | MOSELLE | 199 224 € |
| 58 | NIEVRE | 768 058 € |
| 60 | OISE | 192 025 € |
| 61 | ORNE | 1 014 992 € |
| 62 | PAS-DE-CALAIS | 146 037 € |
| 63 | PUY-DE-DOME | 348 774 € |
| 64 | PYRENEES-ATLANTIQUES | 222 205 € |
| 65 | HAUTES-PYRENEES | 414 081 € |
| 66 | PYRENEES-ORIENTALES | 179 272 € |
| 69 | RHONE | 150 387 € |
| 70 | HAUTE-SAONE | 931 902 € |
| 71 | SAONE-ET-LOIRE | 509 861 € |
| 72 | SARTHE | 348 867 € |
| 73 | SAVOIE | 186 022 € |
| 76 | SEINE-MARITIME | 119 456 € |
| 79 | DEUX-SEVRES | 607 887 € |
| 80 | SOMME | 299 883 € |
| 81 | TARN | 435 641 € |
| 82 | TARN-ET-GARONNE | 401 821 € |
| 84 | VAUCLUSE | 106 159 € |
| 85 | VENDEE | 238 528 € |
| 86 | VIENNE | 623 201 € |
| 87 | HAUTE-VIENNE | 471 293 € |
| 88 | VOSGES | 378 477 € |
| 89 | YONNE | 738 734 € |
| 971 | GUADELOUPE | 217 492 € |
| 972 | MARTINIQUE | 217 269 € |

| | | |
|-----|-----------------------|-------------|
| 973 | GUYANE | 4 240 079 € |
| 974 | REUNION | 284 361 € |
| 975 | ST PIERRE ET MIQUELON | 4 916 € |
| 976 | MAYOTTE | 682 950 € |
| 977 | SAINT-BARTHELEMY | 8 163 € |
| 978 | SAINT-MARTIN | 28 603 € |

Annexe 2 – Montant de DSID (part projets et péréquation) par habitant par département métropolitain

| Cod e | Libellé | DSID 2020 par habitant | Montant subvention DSID attribuée | POP DGF 2020 |
|-------|-------------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------|
| 48 | Lozère | 48,13 | 4 630 | 96 |
| 23 | Creuse | 24,65 | 562 | 212 |
| 973 | Guyane | 20,64 | 226 | 511 |
| 15 | Cantal | 14,91 | 264 | 681 |
| 52 | Haute-Marne | 12,30 | 249 | 2 469 |
| 55 | Meuse | 12,26 | 963 | 2 253 |
| 04 | Alpes-de-Haute-Provence | 12,17 | 190 | 2 349 |
| 19 | Corrèze | 11,83 | 131 | 2 481 |
| 36 | Indre | 9,94 | 881 | 3 131 |
| 09 | Ariège | 9,70 | 095 | 2 352 |
| 05 | Hauts-Alpes | 9,65 | 610 | 644 |
| 70 | Haute-Saône | 9,45 | 542 | 1 747 |
| 61 | Orne | 9,21 | 338 | 1 951 |
| 46 | Lot | 9,11 | 596 | 1 786 |
| 03 | Allier | 8,24 | 716 | 2 770 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 7,80 | 152 | 2 310 |
| 53 | Mayenne | 7,68 | 796 | 2 770 |

| | | | | | | |
|-----|-----------------------|------|-----|-------|-----|-----|
| 58 | Nièvre | 7,20 | 504 | 1 644 | 298 | 228 |
| 32 | Gers | 7,02 | 989 | 1 414 | 461 | 201 |
| 08 | Ardennes | 5,97 | 531 | 1 661 | 401 | 278 |
| 82 | Tarn-et-Garonne | 5,92 | 146 | 1 574 | 882 | 265 |
| 18 | Cher | 5,89 | 689 | 1 869 | 695 | 317 |
| 11 | Aude | 5,87 | 514 | 2 557 | 986 | 435 |
| 12 | Aveyron | 5,77 | 155 | 1 789 | 308 | 310 |
| 20A | Collectivité de Corse | 5,43 | 803 | 2 315 | 560 | 426 |
| 43 | Haute-Loire | 5,40 | 358 | 1 354 | 589 | 250 |
| 86 | Vienne | 5,28 | 825 | 2 375 | 105 | 450 |
| 16 | Charente | 5,25 | 957 | 1 914 | 417 | 364 |
| 90 | Territoire de Belfort | 5,17 | 810 | 741 | 606 | 143 |
| 41 | Loir-et-Cher | 5,11 | 303 | 1 769 | 342 | 346 |
| 25 | Doubs | 5,05 | 690 | 2 784 | 345 | 551 |
| 24 | Dordogne | 4,97 | 977 | 2 238 | 067 | 450 |
| 28 | Eure-et-Loir | 4,96 | 662 | 2 213 | 243 | 446 |
| 07 | Ardèche | 4,94 | 824 | 1 789 | 388 | 362 |
| 89 | Yonne | 4,81 | 043 | 1 732 | 723 | 359 |
| 27 | Eure | 4,74 | 346 | 2 942 | 009 | 621 |
| 39 | Jura | 4,64 | 782 | 1 277 | 237 | 275 |
| 64 | Pyrénées-Atlantiques | 4,62 | 901 | 3 378 | 915 | 731 |
| 87 | Haute-Vienne | 4,60 | 106 | 1 801 | 364 | 391 |
| 51 | Marne | 4,47 | 424 | 2 573 | 338 | 576 |
| 10 | Aube | 4,23 | 609 | 1 342 | 404 | 317 |
| 88 | Vosges | 4,22 | 604 | 1 638 | 034 | 388 |

| | | | | | | |
|----|---------------------|------|-----|-------|-----|-------|
| 66 | Pyrénées-Orientales | 4,18 | 979 | 2 398 | 243 | 573 |
| 21 | Côte-d'Or | 3,83 | 063 | 2 103 | 203 | 549 |
| 72 | Sarthe | 3,81 | 220 | 2 209 | 456 | 580 |
| 79 | Deux-Sèvres | 3,76 | 735 | 1 441 | 694 | 383 |
| 81 | Tarn | 3,73 | 846 | 1 505 | 339 | 403 |
| 02 | Aisne | 3,64 | 847 | 1 978 | 892 | 543 |
| 84 | Vaucluse | 3,51 | 703 | 2 048 | 196 | 583 |
| 01 | Ain | 3,48 | 979 | 2 301 | 609 | 660 |
| 22 | Côtes-d'Armor | 3,31 | 696 | 2 176 | 033 | 657 |
| 63 | Puy-de-Dôme | 3,21 | 956 | 2 221 | 640 | 692 |
| 50 | Manche | 3,16 | 911 | 1 704 | 206 | 540 |
| 14 | Calvados | 3,13 | 893 | 2 404 | 016 | 768 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | 3,02 | 113 | 2 233 | 187 | 740 |
| 71 | Saône-et-Loire | 2,92 | 042 | 1 685 | 806 | 576 |
| 35 | Ille-et-Vilaine | 2,84 | 409 | 3 111 | 661 | 1 096 |
| 80 | Somme | 2,84 | 712 | 1 691 | 529 | 596 |
| 74 | Haute-Savoie | 2,80 | 416 | 2 597 | 776 | 927 |
| 45 | Loiret | 2,75 | 976 | 1 906 | 525 | 694 |
| 85 | Vendée | 2,70 | 134 | 2 096 | 617 | 776 |
| 37 | Indre-et-Loire | 2,69 | 622 | 1 672 | 878 | 620 |
| 56 | Morbihan | 2,66 | 441 | 2 213 | 517 | 833 |
| 17 | Charente-Maritime | 2,59 | 996 | 1 914 | 128 | 738 |
| 40 | Landes | 2,57 | 885 | 1 181 | 392 | 459 |
| 69 | Rhône | 2,46 | 213 | 1 141 | 701 | 464 |
| 60 | Oise | 2,42 | 737 | 2 016 | 721 | 833 |

| | | | | | | |
|----|-------------------|------|-----|-------|-----|-------|
| 49 | Maine-et-Loire | 2,35 | 221 | 1 942 | 202 | 825 |
| 47 | Lot-et-Garonne | 2,35 | 292 | 808 | 348 | 344 |
| 29 | Finistère | 2,26 | 259 | 2 220 | 201 | 981 |
| 42 | Loire | 2,22 | 682 | 1 730 | 553 | 779 |
| 26 | Drôme | 2,14 | 557 | 1 142 | 918 | 532 |
| 93 | Seine-Saint-Denis | 2,05 | 537 | 3 335 | 915 | 1 628 |
| 57 | Moselle | 1,94 | 248 | 2 048 | 615 | 1 053 |
| 73 | Savoie | 1,93 | 283 | 1 077 | 371 | 558 |
| 62 | Pas-de-Calais | 1,90 | 302 | 2 876 | 455 | 1 512 |
| 76 | Seine-Maritime | 1,85 | 566 | 2 370 | 331 | 1 278 |
| 67 | Bas-Rhin | 1,79 | 834 | 2 048 | 552 | 1 141 |
| 34 | Hérault | 1,75 | 776 | 2 233 | 726 | 1 274 |
| 31 | Haute-Garonne | 1,74 | 905 | 2 426 | 646 | 1 392 |
| 38 | Isère | 1,74 | 200 | 2 283 | 403 | 1 312 |
| 44 | Loire-Atlantique | 1,67 | 137 | 2 454 | 415 | 1 471 |
| 30 | Gard | 1,67 | 302 | 1 330 | 864 | 798 |
| 59 | Nord | 1,65 | 419 | 4 320 | 963 | 2 620 |
| 68 | Haut-Rhin | 1,55 | 000 | 1 200 | 226 | 775 |
| 77 | Seine-et-Marne | 1,23 | 130 | 1 754 | 301 | 1 421 |
| 95 | Val-d'Oise | 1,15 | 612 | 1 425 | 579 | 1 234 |
| 91 | Essonne | 0,99 | 257 | 1 291 | 750 | 1 304 |
| 06 | Alpes-Maritimes | 0,99 | 500 | 1 256 | 170 | 1 272 |
| 94 | Val-de-Marne | 0,90 | 570 | 1 263 | 873 | 1 397 |
| 33 | Gironde | 0,88 | 256 | 1 464 | 576 | 1 656 |
| 83 | Var | 0,73 | 993 | 899 | 569 | 1 239 |

| | | | | | | |
|-----|-------------------|------|-----|-------|-----|-------|
| 78 | Yvelines | 0,68 | 525 | 992 | 993 | 1 453 |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 0,53 | 365 | 1 089 | 010 | 2 070 |
| 92 | Hauts-de-Seine | 0,47 | 883 | 769 | 825 | 1 635 |
| 691 | Métropole de Lyon | 0,26 | 000 | 366 | 876 | 1 419 |
| 75 | Paris | 0,00 | - | | 469 | 2 307 |

Dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) Compte rendu d'exécution 2020

Mission des publications :
DGCL /SDFLAE/FL2/CAB



**MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DGCL

**Direction générale
des collectivités locales**